

Les inégalités : séquelles (à traiter) de la Covid-19.



Le 21 décembre dernier, la Commission européenne a donné son premier feu vert pour la mise sur le marché d'un vaccin contre le coronavirus. Au Luxembourg, la campagne de vaccination a débuté le 28 décembre, ce qui offre une lueur d'espoir dans la lutte contre cette pandémie apparue il y a un an. Cependant, plusieurs économistes alertent sur un risque émergent à l'instar de Thomas Piketty qui avance que « la planète est traversée par de multiples fractures inégalitaires, que la pandémie va encore aggraver ».

Dans ce contexte, il est important de s'intéresser aux conséquences socio-économiques de cette crise majeure sans précédent. De premières pistes de réflexion peuvent en effet être avancées quant aux multiples aspects des inégalités causées et/ou accentuées par la maladie, au Luxembourg, mais également entre les pays. Bien entendu, il s'agira ici d'un état des lieux non-exhaustif, appelant à être complété au gré des publications de nouveaux indicateurs.

Des inégalités face à la mort

En premier lieu, la maladie exacerbe les inégalités face à la mort. Il existe aujourd'hui un consensus scientifique à propos des facteurs de comorbidité favorisant la contraction de la Covid-19, à savoir : l'âge, l'existence de maladies chroniques et l'obésité. Or, concernant ce dernier facteur, il a été démontré statistiquement que les personnes les moins diplômées, et donc issues des milieux sociaux les plus défavorisés, sont plus sujettes au développement de l'obésité que celles issues des milieux plus aisés. Ainsi, le risque face à la maladie se fait également selon le revenu et la classe sociale.

Ceci est confirmé par le STATEC dans son rapport Travail et Cohésion Sociale publié en 2020, qui indique que le niveau d'éducation impacte le taux d'infection des individus : au Luxembourg, une augmentation de 1% des personnes ayant un niveau d'éducation bas entraîne un accroissement de 9% du nombre de cas positifs.

Des inégalités économiques

Au-delà des inégalités face à la maladie, qui sont désormais de notoriété publique, la Covid-19

creuse également des inégalités d'un point de vue économique. Certaines professions, et plus généralement certains secteurs d'activité sont particulièrement touchés puisqu'ils ne peuvent plus exercer leur activité professionnelle. Par exemple, au Luxembourg, les actifs résidents¹ les plus touchés financièrement par le premier confinement travaillaient dans les hôtels, restaurants, cafés (HORECA) avec 56,2% déclarant une baisse de revenu, le commerce (46,9%), l'industrie (42,1%) et la construction (39,3%)². Ces mêmes secteurs sont déjà ceux ayant les revenus annuels bruts moyens les plus faibles. En effet, en 2018, le salaire annuel brut moyen pour un employé au Luxembourg était de 65 801€ alors que celui d'un employé dans le secteur de l'HORECA était de 33 796€, soit presque deux fois moins, dans le commerce il était de 46 766€, dans l'industrie de 54 523€ et dans le secteur de la construction de 42 750€³. Ce sont donc les travailleurs les moins qualifiés, parfois appelés « cols bleus », qui payent le plus lourd tribut de la maladie et qui en sont les plus impactés d'un point de vue économique.

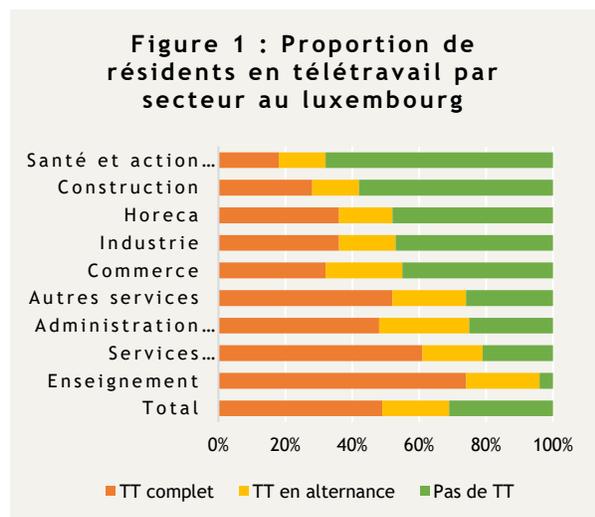
Ces travailleurs, issus des secteurs d'activité les plus précaires, ont été d'autant plus touchés par le confinement général de la population, qui a

¹ L'enquête n'inclut pas les travailleurs frontaliers.

² Pour toutes ces données, voir STATEC, Regards, L'impact financier du confinement : la baisse du revenu globalement contenue, Juillet 2020

³ Pour toutes ces données, voir STATEC, Regards, Salaires au Luxembourg : finances en tête, horeca en queue de peloton, Septembre 2020

débuté le 23 mars 2020 au Luxembourg pour une durée de 54 jours. En effet, il est difficile d’instaurer le télétravail dans des secteurs d’activité tels que l’HORECA, la construction, le commerce et l’industrie (figure 1), obligeant ainsi les entreprises concernées à avoir recours au chômage partiel.



Source : STATEC⁴

L’HORECA et certains commerces subissent un effet supplémentaire de la pratique du télétravail. En effet, du fait du nombre beaucoup moins important de salariés effectuant leur activité en présentiel, une baisse de la demande dans ces secteurs est constatée. La baisse drastique du nombre de travailleurs frontaliers présents sur le territoire luxembourgeois n’aide en rien ces secteurs et spécialement celui de l’HORECA, à sortir la tête de l’eau.

Autre phénomène inégalitaire observé dans le pays, la nature de la crise a poussé les ménages à épargner davantage, en particulier chez les ménages les plus aisés, ce qui pourrait avoir pour conséquence de renforcer leur « pouvoir d’achat » immobilier ce qui laisse entrevoir une hausse mécanique des prix de l’immobilier dans les temps à venir.

Les inégalités sociales ne sont pas en reste...

L’ensemble des mesures mises en place par les différents gouvernements pour protéger la

population contre la pandémie a paradoxalement accentué les inégalités sociales. Le confinement a impliqué la fermeture des écoles, créant de ce fait des inégalités en matière d’éducation et plus généralement d’agrégation du capital humain. Le « *Home Schooling* » a été la norme durant cette période. Les chiffres, notamment vis-à-vis des conséquences sur le niveau scolaire général des enfants, ne sont pas encore disponibles, mais on peut légitimement supposer que tous les élèves n’ont pu bénéficier des mêmes dispositions : accès aux outils numériques, place dans le logement (un sujet en soi), espace dédié au travail ou encore capital humain de leur parent. L’inégalité d’accès à tous ces vecteurs de réussite scolaire favorise l’isolement et le décrochage scolaire, ce qui met en péril l’égalité des chances et le principe de méritocratie que l’école se doit normalement d’apporter à l’ensemble des jeunes scolarisés.

Par ailleurs, les femmes ont été davantage victimes des mesures de confinement que les hommes sur plusieurs aspects. Tout d’abord, selon le portrait-robot réalisé par le STATEC⁵, les personnes ayant été en première ligne durant le confinement (« *frontline workers* ») sont des femmes aux contrats précaires. A cela s’ajoute la difficulté de cumuler vie privée et vie professionnelle. En effet, plusieurs travaux mettent en relief le fait que les femmes assument la plus grande partie des tâches domestiques : en 2016 au Luxembourg, 78%⁶ des adultes de plus de 18 ans qui cuisinent et/ou font le ménage tous les jours sont des femmes, ce qui correspond à un point près à la moyenne constatée pour l’Union européenne. On peut aisément imaginer que le télétravail et le chômage partiel auront contribué à accentuer cette différence. Enfin, elles sont les principales victimes de violences domestiques ; il ne serait pas surprenant que le confinement, favorisant la proximité et les interactions, ait été un facteur aggravant ce phénomène. A ce sujet, la ministre luxembourgeoise de l’Égalité entre les femmes et les hommes, Taina Bofferding, a estimé une hausse des violences domestiques de 15%⁷ durant le confinement et a récemment

⁴ Voir STATEC, Le Luxembourg en chiffres, 2020.

⁵ Voir STATEC, Rapport Travail et cohésion sociale, 2020

⁶ Voir INSEE, La vie des femmes et des hommes en Europe, Edition 2017

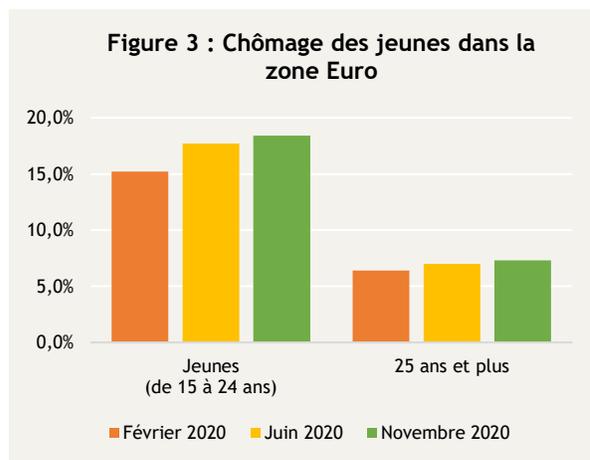
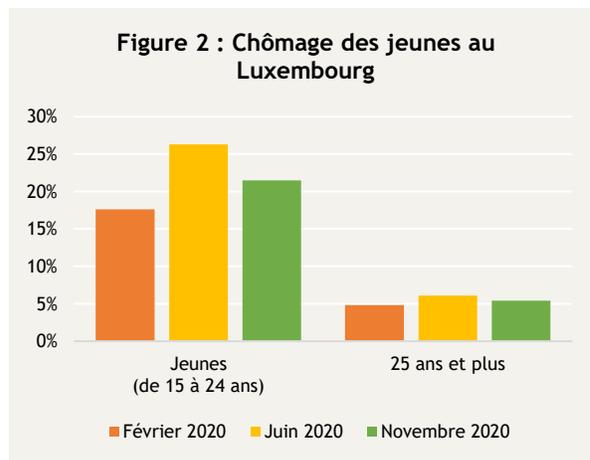
⁷ Ministère de l’Égalité entre les femmes et les hommes

annoncé le renforcement des mesures visant à protéger les individus victimes de violences domestiques, mises en place dès le début de la pandémie.

Les jeunes particulièrement touchés

Une classe de la population est particulièrement impactée par la crise économique qui résulte de la pandémie : les jeunes. En effet, les jeunes diplômés rencontrent beaucoup de difficulté pour trouver un emploi stable et s'intégrer via des stages avec des entreprises à l'arrêt, en télétravail ou qui mettent entre parenthèses leurs projets de recrutement. Les étudiants font face à la perte de leur éventuel « job étudiant » dans les secteurs particulièrement touchés comme la restauration ou le tourisme et les jeunes employés ayant un emploi à durée déterminée ne voient pas leur contrat renouvelé. De plus, dans l'étude du FMI citée précédemment, les individus les moins susceptibles de travailler à distance ont tendance à être jeunes, sans diplôme universitaire, travaillant pour des contrats atypiques, employés dans de petites entreprises et se retrouvant au bas de l'échelle de distribution des revenus. Par conséquent, ces données suggèrent que la pandémie pourrait exacerber les inégalités liées à l'âge.

Au Luxembourg, tout comme dans la Zone Euro et les pays membres de l'OCDE, les jeunes sont confrontés à ces situations particulièrement difficiles. D'après la figure 2, le taux de chômage des jeunes au Luxembourg a explosé entre février 2020 et juin 2020 passant de 17,6% à plus de 26%. Ces chiffres sont au-dessus de la moyenne de la Zone Euro où le taux de chômage est passé respectivement en février 2020 et juin 2020, de 15% à presque 18% (figure 3).



Source : Eurostat

Pour finir, bien que le taux de NEETs⁸ au Grand-Duché soit inférieur à celui de la Zone Euro, l'accroissement de la part de cette population dans la population totale, entre le premier et le second trimestre de 2020 a été plus forte localement (+33% au Luxembourg contre +16% dans la Zone Euro)⁹.

Des inégalités interétatiques

Plus globalement, en ce qui concerne les agrégats macroéconomiques, le Luxembourg serait moins affecté que d'autres pays de la Zone Euro par la crise du coronavirus selon les prévisions réalisées par l'OCDE. Effectivement, l'organisation estime une baisse du PIB en 2020 de 4,4% contre 7,1%¹⁰ pour la Zone Euro.

⁸ Ce terme est l'acronyme de Not in Education, Employment or Training qui catégorise des jeunes de 15 à 24 ans dans cette situation

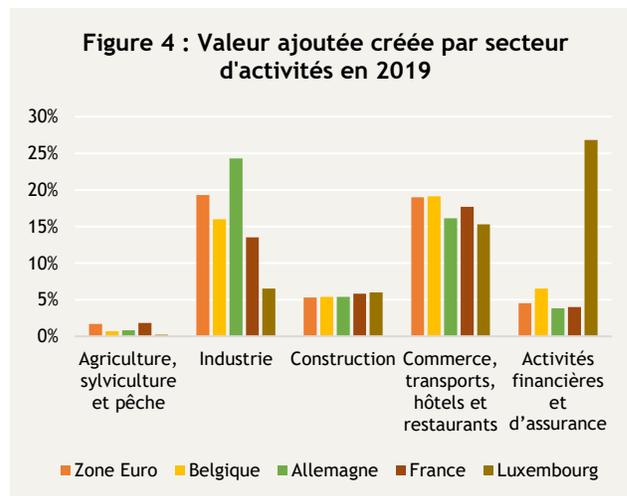
⁹ Source : Eurostat, calculs : IDEA

¹⁰ OECD (2021), "Perspectives économiques de l'OCDE No. 108 (Édition 2020/2)", Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections (database), <https://doi.org/10.1787/178beedc-fr> (accessed on 21 January 2021).

Le constat est le même pour le chômage. Le Luxembourg serait en prévision moins affecté par le chômage en 2020 que ses voisins européens et le pays de l'oncle Sam (un taux de chômage de 6,4% pour le Grand-Duché contre une moyenne de 8,13% dans la Zone Euro et 8,09%¹¹ pour les États-Unis).

En matière de finances publiques, là encore, le Luxembourg a sa bonne étoile qui lui permettrait de limiter son déficit budgétaire à 5.1% du PIB en 2020 contre 8,8% pour la Zone Euro¹². Idem pour sa dette publique qui resterait largement moins importante, comme à l'accoutumée, que celle de ses voisins (25,4% du PIB en 2020 pour le Luxembourg, 115,9% pour la France, 71,2% pour l'Allemagne et 117,7% pour la Belgique)¹³

Le confinement a également exercé un impact sur les inégalités entre les pays en raison de leurs spécialisations économiques. Selon une étude¹⁴ récente du FMI, 40% des emplois peuvent faire l'objet de télétravail dans les pays développés, avec un écart allant, au sein de la Zone Euro, de 24% en Italie à 42% en Allemagne. Cependant, dans les pays émergents, où plus de la moitié des ménages n'a pas d'ordinateur, près de 20% de la population urbaine peut avoir recours au télétravail, ce qui n'est pas le cas dans les zones rurales. Comme le montre la figure 4, le secteur financier est celui ayant le plus de poids dans la création de valeur ajoutée luxembourgeoise et les activités réalisées dans ce secteur sont plus facilement éligibles au télétravail que celles dans le domaine de la construction ou encore de l'industrie. Cela a pu aider le Luxembourg à être plus résilient que ses voisins européens face à la crise.



Source : Eurostat

Une autre conséquence sociale de la Cov-19, et non des moindres, est l'augmentation de la pauvreté. La Banque Mondiale prévoit une augmentation de l'ordre de 88 à 115 millions de personnes dans l'extrême pauvreté¹⁵ en 2021. Plus localement toutefois, le Grand-Duché serait a priori moins affecté par une aggravation de la pauvreté extrême¹⁶.

Le vaccin semble être le remède à la crise sanitaire, mais quels sont ceux qui permettraient de remédier à ces inégalités aggravées par la Covid-19 ? Bien qu'au sein de la Zone Euro, le Luxembourg semble faire figure de bon élève en réussissant à modérer les effets socio-économiques néfastes de la maladie (Dieu est peut-être bel et bien luxembourgeois¹⁷), il n'en demeure pas moins que les gouvernements devront continuer à mener des politiques d'assistance et d'assurance sur un horizon temporel assez long pour pallier l'accentuation des inégalités socio-économiques. En effet, il ne faudra pas relâcher les mesures de soutien économiques au-delà de la période de crise.

Narimène DAHMANI

narimene.dahmani@fondation-idea.lu

¹¹ OECD (2021), "Perspectives économiques de l'OCDE No. 108 (Édition 2020/2)", Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections (database), <https://doi.org/10.1787/178beedc-fr> (accessed on 21 January 2021).

¹² Statistical Annex of European Economy, Autumn 2020, European Commission

¹³ Statistical Annex of European Economy, Autumn 2020, European Commission

¹⁴ Brussevich, M., Dabla-Norris, E., & Khalid, S. (2020). Who will Bear the Brunt of Lockdown Policies? Evidence from Tele-workability Measures Across Countries.

¹⁵ L'extrême pauvreté correspond à un seuil de 1,90 dollars par jour pour vivre

¹⁶ Voir LISER, Economic effects of Covid-19 in Luxembourg, First RECOVid working note with preliminary estimates, Avril 2020

¹⁷ Voir IDEA, PIB, emploi, chômage et Covid-19, Octobre 2020